

Jour de séance 3

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Deuxième session, 55^e législature
le mardi 7 décembre 2004

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Messages de félicitations
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés
Questions orales
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

FEUILLETON ET AVIS **ORDRE DU JOUR**

DEUXIÈME LECTURE (*reportée au mercredi 8 décembre 2004.*)

- 2, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.*
- 3, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne.*
- 4, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune.*
- 5, *Loi sur l'Imprimeur de la Reine.*
- 6, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire.*
- 7, *Loi modifiant la Loi électorale.*
- 8, *Loi modifiant la Loi sur la Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme.*
- 9, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille.*
- 10, *Loi sur le curateur public.*

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

Reprise du débat sur la motion portant sur une adresse en réponse au discours du trône.

Débat ajourné par M. S. Graham.

Reprise du débat le mardi 7 décembre 2004.

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Selon l'alternance prévue au paragraphe 44(2.4), au paragraphe 44(2.5) et au paragraphe 44(2.6) du Règlement]

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 1 — M. Graham, appuyé par M. Doucet, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, la résolution suivante :

attendu que le directeur général d'Énergie NB a signalé que des hausses de tarifs supérieures à 3 % sont imminentes ;

attendu que NS Power a demandé des hausses de tarifs de 13 % ;

attendu que le morcellement d'Énergie NB coûte à la clientèle du Nouveau-Brunswick des millions de dollars en coûts administratifs additionnels ;

attendu que le gouvernement a mal conduit les négociations sur l'Orimulsion, ce qui entraîne, pour la clientèle du Nouveau-Brunswick, des coûts s'élevant à des centaines de millions de dollars ;

attendu que le gouvernement a retiré les objectifs en matière de politique d'intérêt public de sa nouvelle *Loi sur l'électricité* ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative dénonce le fait que le gouvernement ne protège pas les intérêts des gens du Nouveau-Brunswick quant à la stabilité des prix et à la continuité de l'approvisionnement en énergie électrique.

Motion 3 — M. MacDonald, appuyé par M. Malley, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, la résolution suivante :

attendu que l'industrie forestière contribue grandement à l'économie de la province ;

attendu que l'industrie contribue grandement à l'emploi et à l'activité économique dans de nombreuses collectivités locales ;

attendu que l'opposition officielle est hostile aux mesures visant à alléger certains des fardeaux que supporte l'importante industrie en question ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick travaille ardemment avec les parties prenantes de l'industrie pour soutenir et renforcer ce secteur de l'économie ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre appuie l'intention du gouvernement de fixer des objectifs quantifiables d'approvisionnement en bois, comme l'a recommandé le Comité spécial de l'approvisionnement en bois, de présenter un plan solide pour l'approvisionnement en bois et de fournir un financement durable pour la sylviculture, afin d'atteindre les objectifs des plans quinquennaux d'aménagement forestier.

Motions portant dépôt de documents

**[Dans l'ordre de leur présentation
à la Chambre.]**

Motion 2 — M. Graham, appuyé par M. Murphy, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les courriels et la correspondance échangés entre le ministère des Services familiaux et communautaires, le ministère de la Justice, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Sécurité publique et le Cabinet du premier ministre relativement à la création du Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse, notamment la portée, le mandat, les limitations et les exclusions, à compter d'avril 2004.

Motion 4 — M. Allaby, appuyé par M. Lamrock, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie des comptes rendus déposés par les assureurs auprès du surintendant des assurances en application des exigences du paragraphe 79(1) de la *Loi sur les assurances* pour l'année civile 2003.

Motion 5 — M. Arseneault, appuyé par M. R. Boudreau, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les courriels, la correspondance et les procès-verbaux de réunions échangés entre le ministère des Relations intergouvernementales et internationales, le Cabinet du premier ministre et tout autre ministère et le gouvernement du Québec portant sur les discussions, la correspondance ou les négociations entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Québec à propos de l'amélioration de la mobilité de la main-d'oeuvre entre le Nouveau-Brunswick et le Québec.

Motion 6 — M. Arseneault, appuyé par M. R. Boudreau, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie des carnets de route de l'avion du gouvernement, du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004, et une ventilation des dépenses découlant de l'utilisation continue de l'avion du gouvernement, du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} décembre 2004.

Motion 7 — M. Arseneault, appuyé par M. R. Boudreau, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nom et la rémunération des personnes qui, depuis le 10 juin 2003, ont travaillé à temps plein, à temps partiel ou à forfait pour un conseil, un office ou une commission du gouvernement ou y ont été nommées.

Motion 8 — M. MacIntyre, appuyé par M. A. LeBlanc, proposera, le jeudi 9

décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les courriels et la correspondance relativement à toute initiative du ministère des Services familiaux et communautaires visant à couvrir les aiguilles et les bâtonnets diagnostiques des diabétiques à faible revenu mais non dépendants de l'aide sociale, qui sont admissibles à des soins de santé par l'intermédiaire du ministère des Services familiaux et communautaires, depuis juin 1999.

Motion 9 — M. Jamieson, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les courriels et la correspondance échangés entre le ministère de la Santé et du Mieux-être et le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux relativement aux analyses de sol et de sédiments effectuées dans la région de Belledune, notamment les analyses de sol et de sédiments visant le plomb, l'arsenic et le cadmium, ainsi que les résultats de ces analyses, depuis juin 1999.

PÉTITIONS

- 1, M. Armstrong — présentée le 3 décembre 2004.
- 2, M. Ouellette — présentée le 3 décembre 2004.
- 3, M. A. LeBlanc — présentée le 3 décembre 2004.

RAPPORTS/DOCUMENTS

DÉPÔT AU BUREAU DU GREFFIER

État de divulgation publique déposé conformément au paragraphe 20(7) de la *Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif.*
(déposé le 6 décembre 2004.)

Loredana Catalli Sonier,
greffière de l'Assemblée législative